Extrait du El Correo

http://elcorreo.eu.org/Le-modele-d-extermination-uribiste-loue-par-Macri-et-Massa-pour-l-Argentine

Le modèle d'extermination uribiste, loué par Macri et Massa pour l'Argentine

- Argentine -

Date de mise en ligne : jeudi 30 octobre 2014

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Copyright © El Correo Page 1/3

L'ancien président génocidaire de la Colombie Álvaro Uribe a vendu à Buenos Aires ses politiques répressives et de « terre brulée » sous le déguisement de mettre en place une politique d'État pour affronter le trafic de stupéfiants et il a compté parmi ses interlocuteurs pas moins de deux candidats présidentiels de la droite, Sergio Massa et Mauricio Macri.

Le jeudi 23 octobre, Macri et Massa ont rencontré Uribe, homme politique conservateur, lié aux bandes paramilitaires et aussi accusé d'espionner ses adversaires de façon illégale et d'avoir ordonné des crimes contre les droits de l'homme pendant les huit ans de son gouvernement. Comme si cela ne suffisait pas, le président vénézuélien Nicolás Maduro vient de le désigner comme l'auteur intellectuel de l'assassinat du parlementaire chaviste Robert Serra.

Il existe de nombreux antécédents - et preuves devant la justice colombienne et internationale - sur le fait que l' « excuse » de ce conflit guerrier qui s'est intensifié pendant la période Uribe, a causé la destruction d'habitats, le déplacement de la population, des assassinats systématiques et des blessés par milliers parmi des personnes innocentes, tandis que parallèlement, on continue d'imposer des mégaprojets dans les industries extractives où les multinationales ont des intérêts, comme les compagnies minières et des pétrolières. Est-ce le modèle que louent Macri et Massa ?

Macri et Massa l'ont présenté à la presse argentine comme le « champion » de la lutte contre le trafic de stupéfiants. Les paramilitaires - spécialement les escadrons de la mort de celui qui aujourd'hui se trouve en prison au USA, Salvador Mancuso - très lié à Uribe formaient aussi un cartel important de narcotrafiquants.

« La violence et le trafic de stupéfiants ont besoin qu'on les affronte de manière brutale. On a besoin de toute la force de l'État pour combattre le trafic de stupéfiants, le blanchiment d'argent et ce qui a à voir avec la logistique du délit », a dit Massa, ex maire de la localité de Tigre dans la banlieue de Buenos Aires, lui-même accusé par la parlementaire d'opposition Elisa Carrió d'avoir des connexions avec le trafic de stupéfiants et le blanchiment d'argent provenant de celui-ci.

Massa a rappelé le conseil de l'ex directeur de la police colombien, Oscar Naranjo général : « Nous avons eu une formation à un moment avec lui sur la logistique de prévention et de sécurité (...) La violence et le trafic de stupéfiants ont besoin qu'on les affronte de manière brutale ».

L'ex directeur de la police de la Colombie est arrivé au Mexique au milieu 2012 avec l'équipe du candidat présidentiel du PRI de l'époque Peña Nieto, comme conseiller externe sur des sujets de sécurité. Il est resté 18 mois, avec l'intention de mettre un terme à la « guerre » du discours en matière de sécurité, et a été à nouveau conseiller à plusieurs reprises pendant le mandat de l'ancien président Felipe Calderón (2006-2012).

Il faut rappeler que pendant son mandat, Uribe a interdit de parler du « conflit interne » de 60 ans, pour pouvoir appliquer sa politique d'extermination et de terre brulée. La situation incontrôlée dans plusieurs États mexicains (Michoacán et Guerrero dernièrement), révèle bien les conseils de Naranjo, qui a été fréquemment lié avec les groupes paramilitaires et les violations des droits de l'homme.

Selon le Centre National de Mémoire Historique de la Colombie, au cours des 55 dernières années d' « expérience heureuse » il y a eu 220 000 morts, 25 000 disparus, 1 900 massacres et plus de 5 millions de déplacés.

Copyright © El Correo Page 2/3

Le modèle d'extermination uribiste, loué par Macri et Massa pour l'Argentine

Macri, chef de gouvernement de Buenos Aires, la capitale argentine, a remarqué après l'entretien, qu' « *Il est important de tenir compte de ces expériences et d'apprendre de ceux qui ont battu le trafic de stupéfiants* », faisant référence aux politiques développées par Uribe, qui a s'est traduite par une (auto) censure de la presse pour « couvrir » des milliers de morts, de disparus et des déplacements forcés.

Peut-être Massa et Macri ne sont pas informés (la télévision collabo n'a pas l'habitude de parler de ces choses, évidement), mais trois des chefs de la sécurité de son gouvernement sont jugés en ce moment et l'un d'eux, un ex-général, a été extradé vers les Etats-Unis d'Amérique, pour ses activités comme narco avec les paramilitaires des Auto-défenses Unies de la Colombie (AUC), tristement connues comme les forces paramilitaires AUC.

Le propre frère d'Uribe, Santiago, décédé, était accusé de faire partie « Des Douze Apôtres », un groupe paramilitaire, et celle qui fut sa compagne est aussi en train d'être jugée aux USA.

Invité au XIIè Congrès International de la Fédération Panaméricaine de Sécurité Privée, probablement financée par les paramilitaires tout au long du continent, Uribe a encouragé les gouvernements « à n'avoir aucun type de contemplation avec ceux qui produisent et vendent de la drogue » et il a parlé de la nécessité dans la région de combiner l'investissement avec développement humain, politiques sociales et sur la lutte contre le trafic de stupéfiants et la criminalité organisée.

Paramilitaires, narcotrafiquants, multinationales qui bénéficient des politiques de terre brullé, des entreprises et des conseillers en sécurité qui se délectent en Argentine du business qui peut arriver de la main de Massa ou de Macri. Un modèle d'exportation ?

Aram Aharonian pour Rebelión

Traduit de l'espagnol pour El Correo par : Estelle et Carlos Debiasi

*Aram Aharonian est journaliste uruguayen - venezuelien, fondateur de Télésur, directeur de l'Observatoir en Comunication et Démocratie (ULAC)

Comme complément du résultat de la politique proposée voici un autre exemple :

« Mexique, un État failli planifié » par Raúl Zibechi. El Correo, le 28 octobre 2014.

El Correo. Paris, le 30 octobre 2014.

Copyright © El Correo Page 3/3